

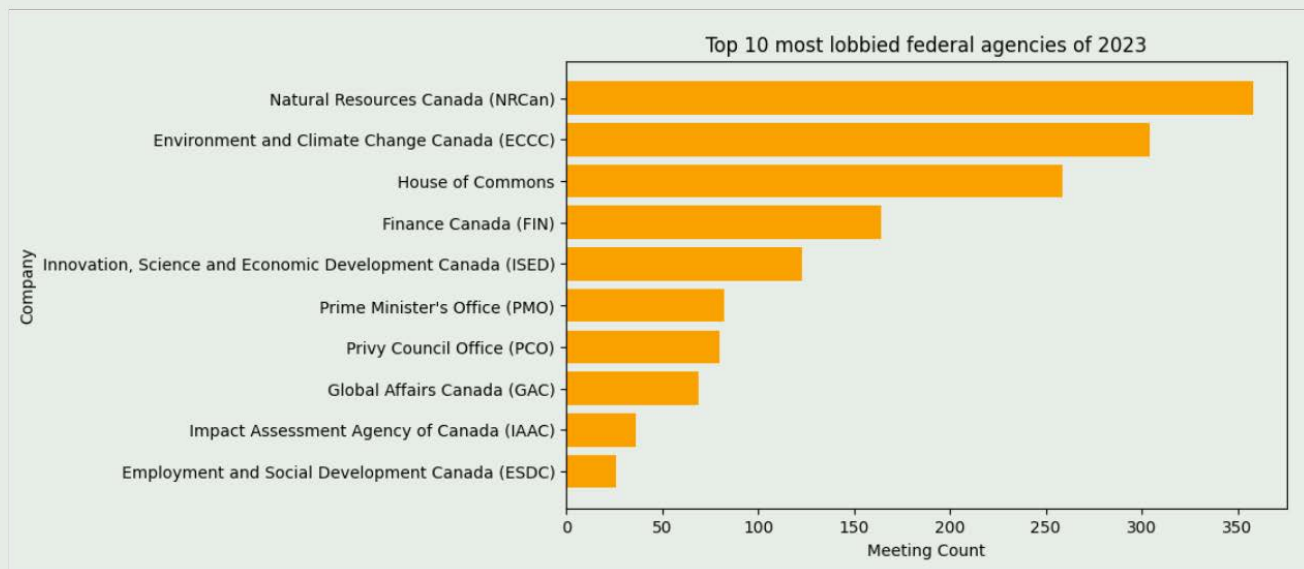
GREENPEACE

LES FONCTIONNAIRES LES PLUS SOLLICITÉ·ES PAR LES PÉTROLIÈRES AU NIVEAU FÉDÉRAL

APERÇU

Une nouvelle étude de Greenpeace Canada permet de mieux évaluer le temps consacré par les différents organismes fédéraux — notamment Ressources naturelles Canada et Environnement et Changement climatique Canada — aux réunions avec les grandes entreprises de combustibles fossiles du pays.

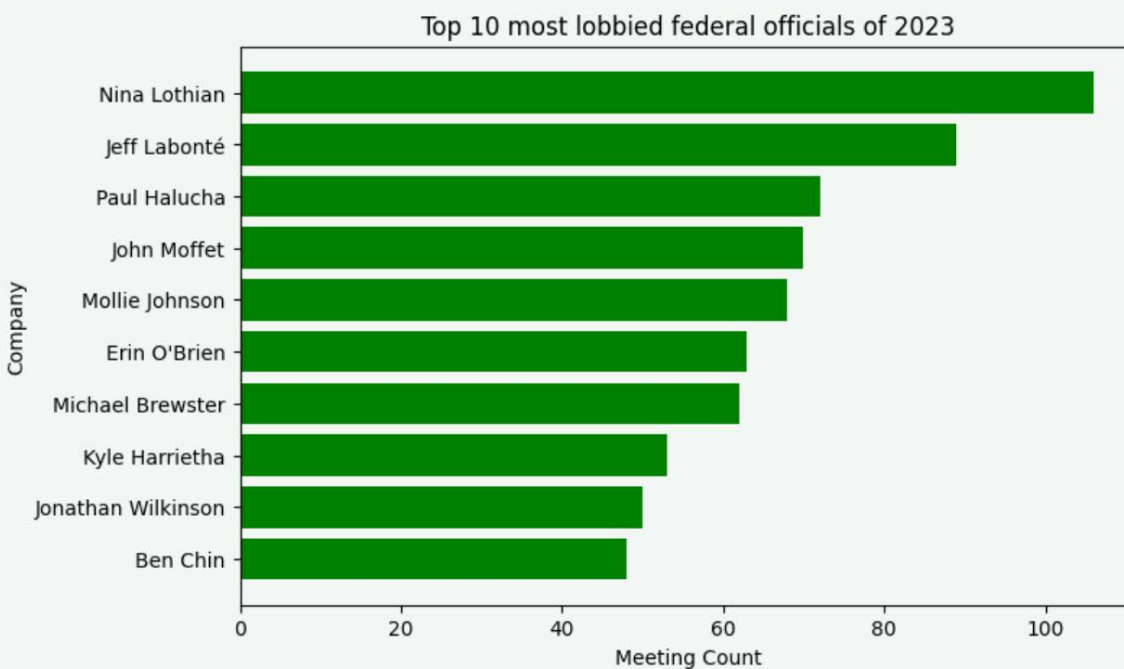
Au Canada, les politiques publiques encadrant les combustibles fossiles sont débattues et mises en place principalement par les organismes fédéraux, et non par les organes législatifs. Une analyse des communications émanant des groupes de pression et des documents obtenus par Greenpeace offrent un aperçu des relations qu'entretiennent en coulisses les grandes compagnies pétrolières avec le gouvernement fédéral. Par exemple, Ressources naturelles Canada — un ministère chargé de réglementer les activités des compagnies pétrolières et gazières — se présente dans des documents internes comme un « champion » de l'industrie des combustibles fossiles. Voici ce que nous savons :



EN CHIFFRES

Fréquence des rencontres entre les organismes fédéraux et les compagnies pétrolières

- En date du 8 novembre, les organismes fédéraux ayant rencontré le plus de lobbyistes du secteur des combustibles fossiles en 2023 sont les suivants : Ressources naturelles Canada (358 réunions), Environnement et Changement climatique Canada (304), le ministère des Finances Canada (164), Innovation, Sciences et Développement économique Canada (123) et Affaires mondiales Canada (69).
- En supposant une durée moyenne de 45 minutes par rencontre et de huit heures par journée de travail, cela représente pour les fonctionnaires de Ressources naturelles Canada l'équivalent de 34 jours, soit un peu plus d'un mois, passés en conférence directe avec les lobbyistes du secteur des combustibles fossiles cette année.
- Les membres de la Chambre des communes ont participé à 259 rencontres avec des lobbyistes cette année (l'équivalent de 24 jours).
- Les membres du Bureau du Conseil privé et du Bureau du Premier ministre ont rencontré des lobbyistes liés aux intérêts pétroliers 80 et 82 fois respectivement cette année.



EN CHIFFRES

Fonctionnaires du gouvernement fédéral les plus sollicité-es par les pétrolières

- Les fonctionnaires du gouvernement fédéral que l'industrie des combustibles fossiles rencontre le plus souvent occupent divers postes au sein de Ressources naturelles Canada et d'Environnement et Changement climatique Canada. Cependant, la plupart ont des mandats qui se concentrent sur les politiques liées au climat.
- Greenpeace a identifié les personnes suivantes comme étant les fonctionnaires les plus sollicité-es en 2023, en date du 8 novembre :

Nina Lothian

106 rencontres

Directrice des politiques (Climat et Énergie),
Environnement et Changement climatique Canada

Jeff Labonté

89 rencontres

Sous-ministre déléguée,
Ressources naturelles Canada

Paul Halucha 72 rencontres
Sous-ministre déléguée,
Innovation, Sciences et Développement économique Canada

John Moffet 70 rencontres
Sous-ministre adjoint,
Environnement et Changement climatique Canada

Mollie Johnson 68 rencontres
Sous-ministre déléguée (Énergie bas carbone),
Ressources naturelles Canada

Erin O'Brien 63 rencontres
Sous-ministre déléguée (Fuels Sector),
Ressources naturelles Canada

Michael Brewster 62 rencontres
Directeur des politiques (Nature and Biodiversity),
Environnement et Changement climatique Canada

Kyle Harrietha 53 rencontres
Chef de cabinet adjoint et directeur des affaires parlementaires,
Ressources naturelles Canada

Jonathan Wilkinson 50 rencontres
Ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles,
Ressources naturelles Canada

Ben Chin 48 rencontres
Conseiller principal,
Cabinet du Premier ministre

RESSOURCES NATURELLES CANADA, UN « CHAMPION » DES COMBUSTIBLES FOSSILES

Le fait que le gouvernement fédéral accepte de rencontrer si souvent les lobbyistes des combustibles fossiles favorise un environnement dans lequel les compagnies pétrolières peuvent exercer une influence indue sur la réglementation environnementale destinée à contrer les effets des changements climatiques.

Des documents internes montrent que cette influence indue a déjà pris racine au sein de Ressources naturelles Canada (RNC). L'agence fédérale chargée de « veiller à ce que les abondantes ressources naturelles du pays soient exploitées de manière durable, compétitive et inclusive » est ainsi la plus sollicitée par les lobbyistes des énergies fossiles. En 2021, des documents obtenus par Greenpeace Canada et communiqués à *The Breach* ont révélé que le sous-ministre de Ressources naturelles Canada, Jean-François Tremblay, déclarait aux plus grands groupes de pression pétroliers et gaziers du Canada que le ministère « continuera de se faire le champion du secteur au sein du gouvernement et de faire valoir son point de vue auprès du gouvernement ». Cette déclaration est en opposition flagrante avec le mandat de la Régie de l'énergie du Canada, qui est de faire respecter les lois qui s'appliquent aux compagnies pétrolières, la Régie relevant du portefeuille de Ressources naturelles Canada.

D'autres documents obtenus cette année par le média The Narwhal révèlent la nature des revendications que Ressources naturelles Canada espère défendre auprès d'autres organismes. Lors des premières réunions consultatives d'Environnement Canada concernant sa législation historique sur le plafonnement des émissions du secteur pétrolier et gazier, le groupe de pression Pathways

Alliance — composé de Suncor, Imperial Oil, Canadian Natural Resources, ConocoPhillips Canada, MEG Energy et Cenovus Energy — a exhorté le gouvernement fédéral à adopter une « approche non réglementaire » pour réduire la pollution par le carbone, lui demandant de fait d'affaiblir les freins et contrepoids judiciaires exercés sur les compagnies pétrolières.

Le lobbying de Pathways et d'autres groupes de défense des intérêts pétroliers repose souvent sur l'exagération du coût de la réglementation, comme l'ont montré des documents stratégiques internes obtenus par Greenpeace. Paradoxalement, dans nombre de leurs réunions impliquant des membres du gouvernement, ces groupes de pression cherchent à obtenir des financements publics importants en prétendant détenir les solutions à l'augmentation de leurs émissions de gaz à effet de serre. Dans les documents obtenus par The Narwhal, Pathways a admis en privé que son plan autoproclamé d'élimination des émissions de carbone des sables bitumineux était « encore au stade de projet pilote », bien qu'il ait affirmé publiquement que celui-ci était « lancé ».

Au 8 novembre de cette année, les recherches de Greenpeace indiquent que les plus grandes compagnies pétrolières du pays ont déclaré dans le registre fédéral des lobbyistes avoir reçu plus de 252 millions de dollars de financement public en 2023, alors même que le gouvernement fédéral promettait de mettre fin aux « subventions inefficaces » accordées au secteur des combustibles fossiles d'ici la fin de l'année.